

MALI

La République du Mali est l'un des trois pays en Afrique de l'Ouest où Voice est active. Nous vivons dans un monde qui évolue rapidement – certains changements peuvent être pour le mieux, d'autres pas tant que ça. Afin de continuer à ancrer Voice dans les réalités locales, une analyse du contexte du pays est organisée tous les deux ans, avec la participation de nombreux acteurs et parties-prenantes, partenaires de subventions et détenteurs de droits. Cette analyse sert à encadrer les Appels à Propositions, à soutenir les demandes de subventions et à faire progresser les connaissances générales. Ci-dessous, vous trouverez un résumé de l'exercice mené en 2022, qui reflète les nombreux points de vue et perspectives des Maliennes et Maliens.

Le résumé est structuré de manière à présenter une vue d'ensemble et, lentement mais sûrement, à zoomer sur les voix et les aspirations des détenteurs de droits et à dézoomer à nouveau en partageant la voie à suivre pour Voice. Cette page peut également être téléchargée en bas de page.

Un rapport complet et les versions précédentes peuvent être mis à votre disposition sur demande. Veuillez contacter mali@voice.global

Zoom arrière

La vue d'ensemble



Indice de développement humain (IDH)

L'indice de développement humain est un indice qui combine des données sur l'espérance de vie, l'éducation et le revenu par habitant pour classer les pays. De 2015 à 2020 le classement du Mali selon l'IDH a reculé de rang 175 à 184 sur 189 pays.



Indice de développement humain ajusté aux inégalités (IHD)

L'IHD mesure le coût de l'inégalité pour le développement humain, ou la perte globale pour le développement humain due à l'inégalité. Plus on se rapproche de 1, plus une société est égale. L'IHD peut informer les politiques de réduction des inégalités. Au Mali l'IHD ajusté aux inégalités reste très faible, ce qui indique que peu de choses ont changé et qu'il faut gravir une énorme montagne pour lutter contre les inégalités.



Indice d'inégalité de genre (IIG)

L'IIG est un indice d'inégalité qui mesure les coûts de développement humain de l'inégalité entre les sexes sur le plan économique, sanitaire et éducatif. Plus l'indice est proche de 0, le mieux. Il y avait un recul entre 2016-2020 malgré quelques lois pour la promotion de genre, y compris la loi de quota pour la participation politique.



Espace civique (EC)

Selon le Moniteur de Civicus indépendant qui a débuté en 2016, l'espace civique continue d'être obstrué au Mali. L'instabilité politique et sociale, en particulier dans le nord et au centre du Mali, continue d'avoir un impact négatif sur les conditions de l'espace civique dans le pays. Il y a des opportunités surtout au niveau local pour faire l'influencing vers les autorités.

Derrière les chiffres

Le Mali est confronté à la violence des groupes extrémistes depuis 2012, mais aussi à une grave crise politique et humanitaire. Environ 1 260 528 personnes sont déplacées. Cependant, le pays continue de mettre en œuvre le cadre juridique, politique et institutionnel. Après plusieurs actions menées par les parties prenantes auprès du gouvernement l'application et la mise en œuvre des politiques se fait timidement surtout l'application des lois et politiques existantes en ce qui concerne l'épanouissement et le respect des droits des détenteurs de droits.

Les questions liées à la réinsertion sociaux économique et surtout la participation politique du peuple se laisse à désirer. Tandis que ces défis affectaient toute la population, les groupes de détenteurs de droits avec lesquelles Voice travaille se trouve toujours dans les marges avec des défis encore particuliers. Le chemin vers l'inclusion reste donc long et complexe.

Tendances politiques

Après des années de démocratie assez stable, le Mali traverse actuellement une période de turbulences, avec un contexte général de paix et de sécurité. Le 25 août 2020, un coup d'État a entraîné la destitution du président et des négociations ont été lancées avec de nombreuses parties prenantes en vue d'une transition vers un système et une constellation politique différents. En mai 2021 des membres des forces armées ont arrêté le président de la transition Bah Ndaw et le premier ministre Moctar Ouane dans le cadre « d'un coup d'État dans le coup d'État ». Certains partenaires de Voice ouvrent la voie à un changement démocratique.

Conformément à son programme politique, le Gouvernement de transition a procédé à la tenue des consultations nationales, dénommé ANR (Assises Nationales pour la Refondation) dont les recommandations servent de base au lancement de réformes politiques et institutionnelles visant à régler les causes profondes des crises récurrentes au Mali et à déterminer le calendrier de la tenue des élections et de la conclusion de la période de transition. Une nouvelle loi électorale a été promulgué pour les futurs élections et la transition va durer 24 Mois à compter de Mars 2022. Il est aussi prévu de faire une révision de la constitution et l'adaptions de certaines lois ce qui offre une opportunité de plaider aux détenteurs de droits pour améliorer leur condition de vie avec la prise en charge de leur préoccupation dans les différents processus avant l'adoption de ces lois.

Tendances économiques

Les principales activités économiques du Mali, pour la population, en général et les jeunes, en particulier, sont : l'agriculture, l'élevage, la pêche, le commerce, l'artisanat et l'extraction minière et la prestation de service. Mais, le secteur agricole est extrêmement sensible aux aléas climatiques, particulièrement la sécheresse, aggravant la pauvreté et la précarité pour l'écrasante majorité de la population du pays. Et l'élevage qui connaît un sérieux défi face à la situation sécuritaire du pays.

La principale production minière du Mali est l'or. Le coton est également un important produit d'exportation du Mali.

Le niveau de chômage est particulièrement élevé en milieu urbain, en particulier parmi les jeunes et les femmes, alors que la pauvreté est particulièrement étendue en milieu rural.

La précarité des emplois informels, un sous-emploi chronique en milieu rural, de grandes difficultés d'insertion professionnelle pour les jeunes, et de fortes inégalités dans l'espace et de genre en termes d'emploi ont un impact sur les détenteurs de droits de manière disproportionnée.

Le chômage reste un phénomène nuisible qui mène parfois à l'extrémisme, au banditisme et même à la radicalisation.

Tendances sociales

De 2016 à aujourd'hui les discriminations et stigmatisations ont beaucoup diminuer à l'endroit des détenteurs de droits, car beaucoup d'organisations en plus de l'Etat s'intéressent de plus en plus aux questions d'inclusion et commence à insérer cela dans leur travail de tous les jours.

Néanmoins, il reste toujours beaucoup à faire car les populations en général, et les jeunes, en particulier, souffrent de problèmes liés aux effets du changement climatique sur les ressources hydriques, fauniques et floristiques. Les inondations, les sécheresses, les mauvaises récoltes contribuent à une insécurité alimentaire sans précédent. Cette situation pousse de nombreux jeunes à partir de chez eux vers des zones plus favorables, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays pour chercher de l'emploi.

Impact de Covid-19

Au Mali, la pandémie de covid19 n'a pas eu d'impact majeur sur la vie des détenteurs de droits et les partenaires en ce qui concerne la santé. Néanmoins, en fin 2020 début 2021, il y a eu des conséquences financières et ou économiques sur les initiatives de certains acteurs de la société civile et les détenteurs de droits. Quelques sources de financement étaient en standby et d'autres ont été redirigées par différents bailleurs pour répondre aux défis liés au COVID-19 ce qui faisait que quelques détenteurs de droits se sont trouvés en chômage technique et surtout ceux qui évoluaient dans des secteurs informels.

De manière générale, le gouvernement malien dans son communiqué du 11 Avril 2022, a informé l'opinion nationale et internationale sur la situation épidémiologique de la COVID-19, des mesures suivantes qui sont adoptées pour être mises en œuvre sur le territoire malien :

- Le port de masques dans les lieux publics est recommandé mais pas obligatoire ;
- Toutes les activités sociales peuvent reprendre à plein régime à conditions que les participants soient entièrement vaccinés.
- Pour les voyageurs à destination du Mali présentant la preuve d'une vaccination complète, le test PCR n'est plus exigé comme document sanitaire de voyage ;
- Pour les voyageurs non vaccinés ou incomplètement vaccinés à destination du Mali, la présentation d'un certificat de test PCR négatif dont le délai de validité est de 72 heures au plus est exigée comme document sanitaire de voyage.
- Les voyageurs présentant les preuves d'une vaccination complète sont dispensés de test PCR à destination d'un pays ne l'exigeant pas comme document sanitaire d'entrée ;

Pour les voyageurs non vaccinés ou incomplètement vaccinés, la présentation d'un certificat de test PCR négatif dont le délai de validité est de 72 heures au plus est exigée comme document sanitaire de voyage.

Zoom avant

Les voix derrière la vue

Les personnes en situation de handicap continuent de faire face à plusieurs risques qui sont entre autres le rejet familial, la pauvreté accrue, difficulté d'accéder à l'emploi et aux services sociaux de base (éducation, emploi, politique).

Mais les crimes rituels à l'endroit des personnes atteintes d'albinisme persistent toujours. Le plus récent s'est passé le 28 Avril 2022, quand une fillette de 7 ans a été retrouvée morte sous des cartons au marché de « Namassa danka » sise à Niaréla du nom de Aicha Niaré. Elle avait disparu avant d'être retrouvée égorgée. Selon les informations requises ils ont atteint à la vie de la jeune fille pour des fins rituelles car ils avaient besoin du sang d'une personne atteinte d'albinisme.

Pour les femmes en risque d'exploitation, d'abus et/ou de violence, à l'égard de ce qui précède, nonobstant que le cadre juridique au Mali est favorable au respect des droits des filles à la suite des ratifications des conventions et textes internationaux, cependant la mise en œuvre est faiblement constatée, car inexistant sur

certaines questions. Il n'existe malheureusement pas de texte qui régit le statut de la fille aide-ménagère, pas de loi contre les Mutilation Génitale Féminine excision, et les violences basées sur le Genre. On observe la non-application et parfois inadéquation des textes nationaux avec les textes internationaux qui entravent l'accomplissement effectif des droits des femmes et des jeunes filles.

La situation de l'emploi **des jeunes** au Mali reste préoccupante à tous points de vue. Il y a une inadéquation entre la formation et les emplois disponibles et une insuffisance de synergie entre les acteurs de la formation professionnelle.

De même, dans les centres de formation, il y a une insuffisance de ressources (humaines, matérielles et financières). Ceux-ci sont inexistantes et /ou non fonctionnels dans certaines zones du pays.

Les conséquences sont l'aggravation de la pauvreté, l'exode rural, la migration clandestine, le recrutement des jeunes par les groupes terroristes, l'abandon des études et le développement de la délinquance juvénile.

Selon les enquêtes de INSAT en 2021 le nombre de **personnes âgées** au Mali est estimé à 7 143 700 à partir de 60 ans. Elles ont une santé fragile liée à la vieillesse, le constat est que les besoins pour la prise en charge sanitaire du retraité augmentent au fur et à mesure qu'il vieillit, alors qu'il n'a plus les mêmes possibilités financières et matérielles qu'avant, d'où la nécessité d'accorder une assistance spéciale sur le plan sanitaire et sociale à ces catégories de personnes âgées.

Les minorités sexuelles continuent de faire face à des situations de violence d'ordre physique, économique, psychologique, injustice sociale. Les spécificités ne sont pas prises en compte dans les documents officiels de l'état. Les femmes minorités sexuelles sont confrontées à des rejets de leur famille. En dépit de l'adhésion aux différents instruments juridiques internationaux, le Mali ne dispose toujours pas de texte juridique protégeant et reconnaissant les droits des minorités sexuelles.

Les minorités ethniques et les peuples autochtones sont très difficile à cerner dans le contexte du Mali car toutes les ethnies jouissent des mêmes droits et prérogatives en tant que citoyen malien. Cependant l'Etat malien ne reconnaît pas, sur son territoire des autochtones au sens de la déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones et celui de la convention 169 de l'OIT. Cependant les manquements des droits humains et des traitements dégradants affectent des groupes de personnes assujetties à la pratique à caractère esclavagiste.

Les droits économiques des personnes victimes de l'esclavage par ascendance sont violés car elles n'ont pas accès aux terres spoliées par leurs « maitre » en cas de refus de cette pratique historique qui persiste. A cause des violences basées sur le genre, certains déplacés victimes de l'esclavage par ascendance abandonnent et perdent leurs biens (terres, bétails) qu'ils ne peuvent pas emporter avec eux dans leur fuite.

Pour mieux atteindre les objectifs et d'améliorer les conditions de vie des détenteurs de droits les organisations travaillant sur les sujets de minorité ethnique prévoit de nouer des liens de collaboration/partenariat stratégique entre eux et d'autres organisations de la société civile.

Leurs aspirations

Les femmes en risque d'exploitation, d'abus et/ou de violence aspirent avoir à un accès aux ressources de production, un accès amélioré aux services sociaux de base et à la justice et l'influence pour l'adaptions des lois inexistantes et la mise en œuvre des lois ratifiées.

Les personnes âgées désirent avoir une application des lois qui existent, la dotation budgétaire adéquates à la structure des PA, dotation Subvention, Prévention pour la précarité, les protéger contre l'exclusion et la discrimination.

Elles veulent avoir accès au logement, santé adéquate, assistance sur le plan social.

Elles désirent également voir la mise en place d'une politique nationale spécifique pour les personnes âgées, La formation sur le comportement et création d'un centre de gériatrie.

Quant aux **jeunes**, ils aspirent d'avoir accès à une santé et une éducation de base pour tous les enfants en zone de conflits urbaine et rurale. De valoriser et promouvoir le droit de la femme et la jeune fille en milieu rural et urbain, favoriser les actions de résiliences basées sur l'autosuffisance alimentaire, Promouvoir les créations d'AGRs (Activités génératrices de revenus) pour favoriser le retour des enfants et jeunes en situation de mobilité.

Les minorités ethniques perçues comme les personnes à caractère esclavagiste aspirent avoir l'accès à l'éducation et le respect de leurs droits fondamentaux et la prise en compte les besoins des personnes victimes de l'esclavage par ascendance dont la majorité est spoliée de leurs terres agricoles.

Les priorités pour **Les personnes en situation de handicap** sont entre autres le développement de l'estime de soi, l'accès à la sante, à l'éducation et à l'emploi, qui malgré les efforts de plaidoyer reste fragile.

Pour la communauté LGBTQI du Mali, leur aspiration principale demeure la sécurité et avoir accès à des soins appropriés, être traité comme tout autre êtres humains selon les droits humains. Ils veulent Mettre en place des mécanismes et stratégies pour la création d'emploi, avoir des financements pour une pérennisation des activités des différentes organisations LGBTQI. Et Renforcer le plaidoyer et le réseautage à travers la création d'un espace d'épanouissement et de bien-être.

Zoom arrière

Favoriser le changement

Ce que ça signifie pour Voice

- Voice au Mali doit examiner l'établissement de partenariat stratégique et la construction de coalition de parties prenantes externes qui peuvent nous soutenir dans nos efforts de plaidoyer, lobbying et l'influence des politiques pour les détenteurs de droits.
- La nouvelle loi électorale qui a été promulguée en mi-juin doit être vulgarisée auprès des détenteurs de droits surtout ceux vivant avec handicap notamment les malvoyants et malentendant.
- L'autonomisation économique reste une priorité pour les détenteurs de droits, mais l'accent doit être mis sur la situation des personnes vivant avec handicap dont la plupart sont dans les situations précaires. C'est une petite couche des personnes vivant avec handicap qui est en association et qui peut se prendre en charge donc il plus que nécessaire de mettre des stratégies en place pour leur autonomisation économique.
- Pour l'autonomisation économique et l'accès à l'emploi des jeunes et femmes qui était une recommandation de l'analyse du contexte 2020 a été largement prise en compte, beaucoup d'action ont été entreprise à ce niveau et actuellement à Voice Mali, la plupart des projets sont concentrés sur les femmes et les jeunes.
- Les besoins spécifiques des personnes âgées doivent être parmi les priorités du programme Voice au Mali pour le reste de la phase d'extension. Les personnes âgées dans les zones rurales sont dans une

précarité extrême, ils sont presque laissés à eux-mêmes, l'exode rural fait qu'il n'y a plus de jeunes avec eux pour les activités de cultivation.

- Les prochains Appels à Propositions seront basés sur ces priorités – bien que d'autres nouvelles puissent apparaître qui nécessitent une attention particulière.

Comment Voice peut-elle promouvoir le changement ?

- Mettre en place une politique spécifique pour les personnes âgées (PA) ;
- Mettre l'accent sur les études et recherches sur les problèmes du vieillissement des PA ;
- Mettre en réseau les différentes associations des PA ;
- Activer le programme d'appui des PA démunies (PAPADEM)
- Prise en charge de la formation des jeunes filles aide-ménagères en travail domestique ;
- Formalisation et catégorisation du travail des jeunes filles aide-ménagères ;
- L'accès formel à l'emploi des jeunes filles aide-ménagères ;
- Former, informer et mobiliser les jeunes filles afin qu'elles puissent mieux connaître leur droit
- Étendre la durée d'évaluation de l'impact des activités de plaidoyer financées par Voice ;
- Mettre en place un mécanisme de continuité des projets en cours sans passer par un appel à projet ;
- Mise à niveau des partenaires de Voice sur les thématiques liées aux genres, féminisme, les droits des femmes et la lutte contre les inégalités ;
- Renforcer les capacités économiques des femmes vulnérables ;
- Organiser un atelier d'échange entre les partenaires Voice du Mali et ceux des autres pays
- Impliquer les parties prenantes dans l'élaboration du plan stratégique de Voice au Mali.